

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE**












---

**Marché prestations intellectuelles CTC SPS CSSI Offre  
médicosocial GHT Nord Yonne**

---

**Centre Hospitalier de Sens  
1 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN  
BP 108  
89108 SENS Cedex**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché prestations intellectuelles CTC SPS CSSI Offre médicosocial GHT Nord Yonne
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Protection des données à caractère personnel .....	5
6 - Missions .....	6
7 - Durée et délais d'exécution.....	7
7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	7
7.2 - Durée du contrat.....	7
8 - Prix .....	8
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
8.2 - Modalités de variation des prix .....	8
9 - Garanties Financières .....	8
10 - Avance.....	9
11 - Modalités de règlement des comptes.....	9
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
11.3 - Délai global de paiement.....	9
11.4 - Paiement des cotraitants.....	9
11.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
12.1 - Présentation des livrables.....	10
12.2 - Modifications techniques .....	10
12.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	10
13 - Développement durable .....	10
14 - Garantie des prestations.....	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
16 - Pénalités .....	11
16.1 - Pénalités de retard .....	11
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
17 - Assurances .....	11
18 - Résiliation du contrat .....	11
18.1 - Conditions de résiliation.....	11
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
19 - Règlement des litiges et langues .....	12
20 - Dérogations .....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (CT).

Marché prestations intellectuelles CTC SPS CSSI Offre médicosocial GHT Nord Yonne

Marché prestations intellectuelles CTC SPS CSSI Offre médicosocial GHT Nord Yonne

Lieu(x) d'exécution :  
Centre Hospitalier de Sens

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE (CTC) MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE (CTC)
02	MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)
03	MISSION DE COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CSSI) MISSION DE COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (CSSI)

La répartition par phase pour chaque lot est la suivante :

Lot(s)	Phase(s)	Désignation
01	P1	Analyse des offres dans le cadre de la procédure de consultation de maîtrise d'œuvre Analyse des offres dans le cadre de la procédure de consultation de maîtrise d'œuvre
	P2	Phase de conception Phase de conception
	P3	Phase d'Exécution Phase d'Exécution
	P4	Phase de garantie de parfait achèvement Phase de garantie de parfait achèvement
02	P1	Analyse des offres dans le cadre de la procédure de consultation de maîtrise d'œuvre Analyse des offres dans le cadre de la procédure de consultation de maîtrise d'œuvre
	P2	Phase de Conception Phase de Conception
	P3	Phase d'Exécution Phase d'Exécution
03	P1	PHASE DE CONCEPTION PHASE DE CONCEPTION
	P2	PHASE D'EXECUTION PHASE D'EXECUTION

Lot(s)	Phase(s)	Désignation
	P3	PHASE RECEPTION PHASE RECEPTION

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le programme de l'opération
- La décomposition du temps d'intervention
- Le projet d'avant-projet sommaire (APS)
- Les missions pouvant être confiées au contrôleur technique
- La note méthodologique pour chaque étape de la mission
- Un descriptif détaillé de chaque élément de mission
- Une indication des délais pour chaque élément de mission
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
01	B1	Examen des prestations remises par les groupements
01	C1	Examen de la notice de sécurité et PMR prévue par la réglementation
01	C3	Examen des rapports d'étude des sols.
01	C4	Examen des avant-projets sommaire et définitif : finalisation APS, APD.
01	C5	Examen du dossier Permis de Construire (base + modificatif).
01	C6	Examen du dossier PRO
01	C7	Examen des documents techniques de la phase projet
01	C8	Elaboration du RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique)
01	E1	Examen complet et critique de l'ensemble des dispositions techniques du projet ;
01	E2	Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle.
01	E3	Examen des documents aux éléments d'équipements soumis au contrôle.
01	E4	Examen visuel et éléments d'équipements soumis au contrôle
01	E5	Elaboration du RIFCT (Rapport Final de Contrôle Technique)
01	E6	Elaboration du RVRAT (Rapport de Vérification Règlementaire Après Travaux)
01	P1	Examen documents définitifs relevant de la sécurité prévue par la réglementation
01	P2	Présence aux différentes commissions
02	B1	Examen des prestations remises
02	B2	Rédaction du plan général de coordination
02	C0	Examen des prestations remises par le groupement lauréat
02	C1	Respect des principes généraux de prévention.
02	C2	Participation à la rédaction de la déclaration préalable avec le MO
02	C3	Rédaction et mise à jour du plan général
02	C4	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).
02	C5	Ouverture du registre journal de coordination.
02	C6	Projet de règlement CISSCT
02	C7	Définition des sujétions
02	C8	Définition des dispositions
02	C9	Avis sur les dossiers d'études
02	C10	Transmission de ses consignes et de ses documents.

Lot(s)	Mission(s)	Désignation
02	R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises
02	R2	Tenue à jour du registre journal de coordination.
02	R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination
02	R4	Tenue à jour et adaptation du PGCSPS
02	R5	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
02	R6	Harmonisation des PPSPS
02	R7	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé
02	R8	Participation à une réunion de coordination des travaux de VRD.
02	R9	Analyse du planning d'exécution des travaux
02	R10	Inspection commune
02	R11	Organisation des réunions et présidence du collège interentreprises de sécurité,
02	R12	Présence et intervention sur le chantier
02	R13	Prise en compte des interférences
02	R14	Mise en place et veille de l'application des dispositions
02	R15	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprise
02	R16	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations
02	R17	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages
02	R18	Conseils au Maître d'ouvrage
02	R19	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
03	M0	présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI.
03	PPC	4.1.2 PRESTATIONS EN PHASE DE CONCEPTION
03	PPE	PRESTATIONS EN PHASE D'EXECUTION
03	PPR	PRESTATIONS EN PHASE RECEPTION

## 7 - Durée et délais d'exécution

### 7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 5 ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/01/2025.

### 7.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (000008630 (d-3) / 000008630 (o))$	
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (000008630 (d-3) / 000008630 (o))$	
03	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (000008630 (d-3) / 000008630 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	000008630	Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)
02	000008630	Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)
03	000008630	Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.



## 10 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 11 - Modalités de règlement des comptes

### 11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### 11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26890023000015
- Code service : Economat

Les factures pour le centre hospitalier de Joigny et ses annexes seront à envoyer et à facturer à Joigny, en gardant la même procédure que pour Sens, c'est à dire dépôt sur chorus, code service Economat, siret 26890015600061.

Pour Sens et Villeneuve, il faudra préciser le site, mais dépôt sur chorus, code service Economat, siret 26890023000015

### 11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### 11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
  - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
  - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

### 12.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :  
Se conformer au CCTP

### 12.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### 12.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phases ET Missions du prestataire définie au CCAP.

## 13 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## 14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

Les travaux feront l'objet de la garantie biennale de bon fonctionnement, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 1 000,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

### 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles